gouvernement québécois est satisfait de cette mesure, tout comme les autres gouvernements provinciaux.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Le gouvernement québécois est-il satisfait, en particulier, des dispositions concernant ce qu'on avait qualifié, en 1970, d'insurrection réelle ou appréhendée? Le premier ministre du Québec est-il d'avis que vous posséderez les pouvoirs suffisants pour affronter une situation semblable?

M. Beatty: Je me suis entretenu personnellement avec le ministre québécois responsable. Diverses réunions ont eu lieu au niveau des fonctionnaires. Nous avons échangé de la correspondance avec le gouvernement québécois et ce n'est pas le premier ministre qui a répondu mais bien le ministre responsable. Il a affirmé, au nom de la province, que le gouvernement québécois était satisfait des modifications projetées.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): D'autres sénateurs veulent sans doute intervenir, monsieur le président. Puis-je poser une dernière question?

Le président: Allez-y.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Je voulais poser une question concernant le comité d'examen parlementaire. Le paragraphe 62(1) prévoit un comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat. Quant au paragraphe 62(2), il est libellé comme suit:

Au moins un député de chaque parti, dont l'effectif reconnu à la Chambre des communes comprend au moins douze personnes, siège au comité d'examen parlementaire.

Ensemble, ces deux paragraphes me portent à croire que la participation d'un seul sénateur suffirait pour constituer un comité mixte. Il n'existe nulle part un règlement régissant la proportion des membres des comités mixtes. Cette question a été débattue lors de la création du comité mixte sur l'entente du lac Meech. Nous avons jugé très déraisonnable la position de l'actuel gouvernement en ce qui concerne le nombre des sénateurs au sein du comité. Un seul sénateur pourrait suffire pour qu'un comité soit appelé «mixte». Il pourrait s'agir, au Parlement actuel, d'un sénateur conservateur. Dans un autre Parlement, ce pourrait être un sénateur libéral ou même un sénateur néo-démocrate, si ce parti détenait une majorité des sièges à la Chambre des communes. Mais je ne veux pas vous distraire avec ces suppositions—

M. Beatty: Votre mention d'un sénateur néo-démocrate me tourmente, sénateur.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Ne pensons pas au problème en termes de partis. Il me semble qu'on pourrait faire quelque chose dans cette partie du projet de loi pour que les deux côtés du Sénat soient représentés au sein de ce comité.

M. Beatty: Sénateur, lorsque nous avons rédigé cet article du projet de loi, nous n'avons pas cherché non plus à déterminer le nombre de députés. Nous avons cependant essayé de faire en sorte que chacun des partis politiques à la Chambre des communes soit représenté. Il se pourrait également que le Sénat soit représenté par des sénateurs indépendants. Nous

[M. Beatty.]

espérons que la raison prévaudra lorsque les deux chambres seront appelées à se réunir.

Lorsque vous déclarez, sénateur, que le gouvernement alors au pouvoir a été déraisonnable en ce qui concerne le nombre de sénateurs devant faire partie du comité de l'accord du lac Meech, je pourrais vous répondre que les députés du NPD partagent probablement votre avis mais pour des raisons différentes.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Vous faites valoir mon argument, à savoir que la définition de raisonnable dépend du point de vue de la personne concernée. Il me semble qu'il est presque aussi dangereux de fonder une procédure sur cette notion que sur le concept de bonne volonté.

● (1910)

M. Beatty: Ce n'est pas la bonne volonté qui fera défaut tant que vous serez ici, sénateur.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Voyons donc!

M. Beatty: Nous nous sommes toujours gardés d'établir des cadres rigides qui ne tiennent pas compte de certaines circonstances dans maints éléments de notre procédure parlementaire et constitutionnelle. Je ne crois pas déraisonnable de penser que la bonne volonté et le bon sens prévaudraient pendant une crise nationale.

Nous avons prévu toute une panoplie de mesures pour protéger les libertés civiles dans les dispositions dont je vous ai parlé tout à l'heure et nous avons établi des modalités qui assurent comme jamais auparavant la participation des députés et des sénateurs. Je ne me souviens pas avoir jamais vu, en 16 ans de vie parlementaire, une seule mesure qui comportait autant de vérifications et de recours juridiques et parlementaires pour protéger nos libertés civiles.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Vous prétendez que les dispositions en matière de surveillance parlementaire sont à la fois vastes et très détaillées. Vous ne comptez pas sur le bon sens pour mettre en oeuvre les principales dispositions de cet article. Le projet de loi dit «dans les trois jours» et «dans les sept jours» à propos de l'application de ces dispositions. Là, le projet de loi est très précis. Mais vous comptez, par contre, sur le bon sens en ce qui concerne les paragraphes 62(1) et 62(2).

M. Beatty: Sénateur, on pourrait rédiger bien d'autres règles qui limiteraient le comité beaucoup plus que nous l'avons fait. Nous nous sommes efforcés de nous en tenir ici à l'essentiel. Je crois que nous avons trouvé une formule qui assure une participation et un examen parlementaires satisfaisants, tout en permettant de tenir compte des circonstances particulières du moment.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Nos divergences d'opinion ont été suffisamment exposées. Par conséquent, monsieur le président, je ne vais pas m'étendre davantage là-dessus.

Le président: D'après ma liste, la parole est maintenant au sénateur Marsden, puis au sénateur Neiman.